

CORINNE FARACE : « UN GRAND CLUSTER EUROPÉEN DU TEXTILE »

À travers le programme Textile 2020, voit-on émerger une stratégie européenne du textile ?

Oui, on débute. Cela fait un peu plus de six mois que les huit clusters européens partenaires du programme se réunissent. On arrive à identifier des axes de travail grâce à nos points forts, mais aussi à nos points faibles, qui souvent, sont récurrents dans chaque pays. Je dirais que l'on commence à savoir vers quoi on tend. Textile 2020 préfigure ce qui pourrait être un grand cluster européen du textile.

Plus précisément, quels sont ces points forts et ces points faibles ?

Par exemple, si on prend les points faibles, on se rend compte que la filière textile a beaucoup de mal à communiquer sur ses savoir-faire. À l'inverse, nous avons une chaîne de valeur extrêmement performante, mais aussi une capacité d'innovation remarquable.

Quelle est la place de Techtera au sein de ce consortium européen ?

Nous ne sommes pas leader au sein du pôle. En revanche, nous avons mis des moyens particuliers pour accompagner ce projet, notamment à travers l'embauche d'une personne dédiée. Par ailleurs, nous avons développé des outils de communication et nous diffusons énormément d'informations. Nous sommes certainement l'un des membres les plus actifs.

L'expérience internationale de Techtera est-elle valorisée ?

Tout à fait. Nous travaillons depuis cinq ans avec le syndicat des filateurs japonais, qui est un très gros fournisseur de matière première. Après trois ou quatre ans de collaboration, ils nous font assez confiance pour nous envoyer chaque trimestre une liste de leurs innovations tech-



Corinne Farace : « Cette collaboration fait que, dans le futur, l'Europe sera capable de s'attaquer au marché américain et aux pays émergents »

niques. Cette liste, nous la mettons à disposition de tous nos partenaires qui débutent des échanges avec le Japon. Mais plus que cela, nous partageons avec eux notre expérience de ces marchés en général.

Quelle est la force de Techtera par rapport aux autres clusters textiles européens ?

Les clusters français sont reconnus pour leur performance et leur professionnalisme. Les filières des autres pays ont commencé à se structurer à peu près en même temps que nous,

mais globalement, elles sont moins aidées par leurs États respectifs, ce qui a des conséquences sur leur organisation.

Quels types d'échange entretenez-vous avec vos concurrents ?

Le plus gros projet collaboratif est sans conteste Textile 2020, mais nous entretenons des rapports privilégiés avec certains pays. Actuellement, nous participons à deux projets de R&D qui incluent seulement une partie de nos partenaires européens. Grâce à ces collaborations,

nous intégrons certaines expertises que nous n'avons pas encore. Par exemple, nous n'avions pas l'habitude d'utiliser les financements européens. Aujourd'hui, nous y avons accès.

La compétitivité tchèque est plutôt basée sur des coûts peu élevés, alors que la compétitivité française repose largement sur l'innovation. Comment collaborer sans perdre son avantage concurrentiel ?

Tout simplement, nous ne répondons pas aux mêmes problématiques. Pour produire de grandes quantités sur des produits basiques, les entreprises tchèques sont plus à même de répondre à la demande. Leur industrie est structurée dans ce sens. En revanche, nous sommes taillés pour développer des produits très innovants qui seraient destinés à l'aéronautique. Cette collaboration fait que, dans le futur, l'Europe sera capable de s'attaquer au marché américain et aux pays émergents. L'objectif est de proposer une offre complète au niveau européen.

Quel serait l'avantage d'un cluster européen face à la compétitivité asiatique ?

Avec 860 entreprises, laboratoires et centres techniques au sein du consortium, c'est surtout la diversité de nos spécialités qui fait notre force. Et la spécification grandissante des produits fait que les Chinois ne sont pas forcément les plus concurrentiels sur certains segments.

Quel est le concours de l'Europe à l'initiative Textile 2020 ?

L'Europe finance 80 % du programme, sur un total de 750 000 €. En outre, ils nous accompagnent dans la réflexion en mettant à notre disposition des consultants.

■ Propos recueillis par Steven Dolbeau